

INTERVIEW EXPRESS

« On doit envisager l'enseignement supérieur hors du cadre de l'austérité »

Dix-sept novembre 1941, des milliers d'étudiants étaient dans les rues de Prague pour s'opposer au régime nazi... Dix-sept novembre 2014 - alors que la date est devenue Journée internationale des étudiants - des milliers de jeunes seront dans les rues de huit villes du pays.

Bruxelles, Namur, Mons, Liège, Louvain-la-Neuve, Gand, Leuven et Anvers... huit lieux mais un seul thème : préserver l'accessibilité à l'enseignement supérieur. Corinne Martin, bouillante présidente de la Fédération francophone des étudiants, détaille les revendications du moment.

Ce 17 novembre, ce sera une manifestation des jeunes francophones ? Partout dans le monde, les fédérations

étudiantes rappellent les problèmes qui leurs sont propres. Pour notre part, nous avons choisi de nous organiser par-delà la frontière linguistique.

L'enseignement a beau être communautarisé, il n'y a pas de raison que l'on distingue francophones et néerlandophones alors que nous avons désormais des problèmes forts similaires.

Vraiment ?

Pour l'heure, l'accessibilité aux études est réellement remise en cause des deux côtés de la frontière linguistique. En Flandre, le minerval va quasi doubler (NDLR : il passe de 620 à 890 euros pour les non boursiers). Les

jeunes s'y opposent fermement car la mesure réduira considérablement l'accès aux études. En Fédération Wallonie-Bruxelles, l'augmentation du minerval est dans les projets du gouvernement. Et puis, il est question d'étendre le test d'orientation obligatoire en médecine à d'autres filières alors que rien ne dit que c'est une mesure efficace.

Même le ministre Jean-Claude Marcourt a reconnu que c'était une manière déguisée de sélectionner les étudiants. Le même Jean-Claude Marcourt veut couper dans le financement de l'aide à la réussite et dans les budgets sociaux. Venant d'un responsable socialiste ça nous déçoit profondément.

En Flandre comme du côté francophone, ces mesures toucheront particulièrement tous les étudiants de condition modeste, notamment parce que le système de bourse est imparfait et insuffisant. Un enseignement supérieur de qualité c'est un enseignement qui garantit le libre choix, quelle que soit l'école secondaire d'origine.

La Flandre parle de doubler le minerval, de notre côté la hausse devrait se limiter à l'index... Est-ce grave ?

C'est grave pour ceux qui sont de condition modeste. C'est oublier que beaucoup de jeunes, pour étudier, doivent se tourner vers les CPAS. C'est oublier que des familles ont de réelles difficultés, que certaines paient les

études pour deux ou trois enfants...

Cette hausse de minerval, on n'en veut pas ! De plus, ce qui nous inquiète profondément, c'est qu'on nous présente un budget où l'enseignement supérieur est en principe protégé, qu'on nous promet un refinancement à partir de 2016 mais qu'on rabote certains postes dès aujourd'hui. Ça sert à quoi de refinancer l'enseignement si c'est pour le définancer juste avant ? Côté néerlandophone, l'argument massue du politique c'est de dire

« les francophones paient plus cher, on peut donc augmenter ». Et côté francophone, on nous donne l'augmentation flamande en exemple. C'est un drôle de jeu de ping-pong.

L'avocat du diable vous dirait : tout le monde doit faire des efforts, pourquoi pas les étudiants ?

On doit envisager l'enseignement supérieur hors du cadre actuel, hors de ces mesures d'austérité imposées par l'Europe avec l'aval de nos politiques. Il faut sortir de cette austérité psychorigide imposée à tout le monde pour, au contraire, maintenir de réelles missions de service public. Or, les universités et les hautes écoles sont des services publics ! Un euro investi dans l'enseignement supérieur permet d'en retirer jusqu'à 4 euros plus tard par le biais des impôts... La formation des jeunes est donc un investissement rentable.

ÉRIC BURGRAFF
@eburgraff